

Algérie : 6,2 milliards d'euros engagés en 9 mois

L'Algérie classée au second rang parmi les pays qui drainent le plus d'investissements étrangers en Méditerranée

vendredi 23 novembre 2007

Les pays du Golfe sont les plus grands investisseurs dans la région.

Le réseau euroméditerranéen d'agences de promotion des investissements Anima a souligné que l'Algérie reste parmi les pays du bassin méditerranéen qui draine le plus d'investissements directs étrangers (IDE). Dans une étude présentée jeudi à l'occasion du troisième séminaire euroméditerranéen des affaires organisé à Marseille par le groupe de presse The Economist, Anima indique que l'Algérie occupe la seconde place en matière de volume des investissements étrangers (IDE) consentis en l'espace de neuf mois, de janvier à septembre 2007. Ce sont pas moins de 6,2 milliards d'euros qui ont été engagés pour financer 78 projets, touchant différents créneaux et secteurs comme ceux des banques, des assurances, l'agroalimentaire, la santé, l'électronique, les services et la distribution. L'Égypte occupe la première place avec un volume de 7,15 milliards d'euros pour 81 projets recensés. Dans cette étude citée par l'APS, Anima constate pour la même période une attractivité retrouvée pour la région méditerranéenne. Sur les 9 premiers mois de 2007, 500 IDE ont été enregistrés mobilisant 43 milliards d'euros, signale le réseau méditerranéen, précisant que les secteurs mobilisateurs d'investissements sont la construction et l'immobilier (14 milliards d'euros), l'énergie (9 milliards d'euros), les banques (8,3 milliards d'euros), alors que le volume des IDE dans le secteur des télécommunications a baissé pour atteindre les 2,4 milliards d'euros. Durant cette même période, les pays du Golfe représentent les plus grands investisseurs dans la région méditerranéenne (36%). On assiste également à un retour des pays européens avec 31% des projets. Côté destination, le Maghreb revient en force, précise encore le même réseau.

Quels investissements de qualité pour l'Algérie ? Ce que ne dit pas l'information citée par l'APS, c'est la concentration de ces investissements étrangers en Algérie dans deux secteurs ; l'énergie et les services (les banques sont incluses dans ce secteur). Ces investissements sont de moindre importance dans l'industrie. Ce qui retarde l'intégration de l'industrie nationale. Un tel phénomène semble montrer, nous semble-t-il, l'absence de régulation pour orienter ces investissements vers des projets à haute valeur ajoutée, ou répondant à des besoins importants du pays et l'absence de réels incitatifs pour encourager la production et dissuader l'importation. Avec la mise en œuvre de la stratégie industrielle, reste à savoir si ce rôle de régulation sera renforcé en vue d'attirer des investissements étrangers de qualité, structurants, tout en encourageant l'investissement local à s'impliquer dans la production de biens à plus forte valeur ajoutée. Il faudra donc attendre pour que cette politique commence à s'appliquer et qu'elle donne ses premiers fruits.

Source : Liberté